

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Versailles, le 28 avril 2014

Unité territoriale des Yvelines

INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet :

Rapport de présentation au CODERST d'un
projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Exploitant concerné :

Peugeot Citroën Poissy SNC
45, rue Jean-Pierre Timbaud
78307 POISSY CEDEX

Pièce jointe : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par courriers électroniques du 25 février 2014 et du 18 avril 2014, l'usine PSA POISSY a transmis la proposition de calculs pour fixer le montant des garanties financières à constituer conformément à l'article R516-1 5° du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

L'objet du présent rapport est de faire part à Monsieur le Préfet de l'analyse de l'inspection des installations classées sur ces éléments et de proposer les suites à y donner.

Le présent rapport propose également d'acter le positionnement de l'usine PSA POISSY au regard de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée le 24 novembre 2010 et entrée en vigueur le 7 janvier 2011.

En outre, il est proposé de prendre en compte les évolutions apportées aux installations exploitées par l'usine PSA POISSY en mettant à jour ou en introduisant de nouvelles prescriptions réglementaires visant à réduire les nuisances et inconvénients engendrés par les nouvelles conditions d'exploitation.

I. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Activité principale et chiffres-clés

La société PSA POISSY exploite une usine d'assemblage automobile sur la commune de POISSY (production de 1000 véhicules par jour). Son activité a débuté en 1940.

Ce site présente une superficie de 171 ha (113 ha de surface imperméabilisée, 30 ha d'espaces verts, la partie bâtie représente 578 338 m² au sol). Il compte 58 bâtiments différents.

Les véhicules qui y sont produits actuellement sont les 208, C3 et DS3.

Le site est implanté en bordure de Seine, sur la commune de POISSY et proche des communes d'ACHERES et de CARRIERES SOUS POISSY. Il jouxte la Seine. Il bénéficie d'un réseau d'infrastructures performant : départementales D30 et D190, réseau fluviale de la Seine, réseau ferré SNCF, desserte SNCF locale.

Le site de POISSY n'est implanté sur aucun périmètre de protection de captage pour l'alimentation en eau potable.

Au 31 décembre 2013, l'effectif du site était de 6669 personnes. La production est assurée 5 jours par semaine, en moyenne, par 3 équipes et occasionnellement quelques samedis.

Le site est certifié ISO 14 001 depuis 2000 et ISO 9001 depuis 2004.

La production annuelle de véhicules sur le site de POISSY a évolué de la manière suivante :

Production annuelle	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
TOTAL	272 919	198 167	175 024	237466	237769	263826	270277

Les principales activités du site liées à la production sont celles d'une usine terminale de construction automobile, à savoir l'emboutissage, le ferrage, l'application des fonds (traitement de surfaces), l'application des laques (peinture), le montage et le contrôle qualité finale.

Situation administrative

Les installations exploitées par PSA POISSY relèvent des régimes de l'autorisation et de la déclaration prévus aux articles L.512-1 et L.512-8 du code de l'environnement . L'exploitation des installations est encadrée par :

- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires d'exploitation n° 09-046/DDD du 7 avril 2009 portant sur l'ensemble des activités du site et mettant notamment en conformité cet établissement à la directive européenne 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, modifiée par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008,
- l'arrêté préfectoral n° 09-126/DDD du 9 décembre 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action de recherche et de réduction des substances dangereuses (RSDE) pour le milieu aquatique présent dans les rejets des installations classées soumises à autorisation,
- l'arrêté préfectoral de mise à jour des classements du 9 septembre 2011,
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011313-0005 du 9 novembre 2011 concernant la digue de protection contre les crues située le long du site,
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011357-0002 du 23 décembre 2011 relatif à la surveillance pérenne de l'action de recherche et de réduction des substances dangereuses (RSDE),
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 mai 2012 relatif aux moyens de maîtrise des risques.

La liste des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site et encadrées administrativement a été annexée au présent rapport (annexe 1).

Enjeux principaux

Les principaux enjeux environnementaux de l'usine PSA POISSY concernent les émissions dans l'air et dans l'eau.

Impacts sur l'air

L'usine est à l'origine d'émissions atmosphériques notamment de COV issus des traitements de surface et des applications de peinture. L'exploitant utilise des incinérateurs qui permettent de réduire les émissions de COV dans l'air.

En 2012, l'usine PSA POISSY a déclaré avoir émis 531 tonnes de COV (soit 2 kg/véhicule). Il est à noter, qu'en 2005, le site déclarait avoir émis 1005 tonnes de COV (soit 3,04 kg/véhicule).

Impacts sur les milieux aquatiques

Les installations de traitement de surfaces sont de nature à occasionner des effluents contenant des métaux lourds et présentant une demande chimique en oxygène importante. Le traitement de ces effluents par une installation adaptée et correctement exploitée permet de limiter notablement les flux polluants rejetés en Seine.

Par ailleurs, l'usine est implantée sur la rive gauche de la Seine. La surveillance des eaux souterraines permet de s'assurer que l'usine n'altère pas la nappe.

2. MODIFICATIONS PROPOSÉES

1. Garanties financières (annexe 2)

Par courriers électroniques du 25 février 2014 et du 18 avril 2014, l'exploitant a transmis son calcul pour l'évaluation du montant des garanties financières.

Le détail de l'instruction de ce calcul est annexé au présent rapport.

Le montant déterminé par ce calcul, 624863€ TTC, est supérieur au seuil d'obligation de constitution du montant de la garantie (>75 000€). L'exploitant est donc dans l'obligation de constituer les garanties financières selon un échéancier fixé dans le projet d'arrêté. De plus, il résulte de ce calcul des quantités limites de déchets et de produits chimiques pouvant être stockés sur site et fixées dans le projet d'arrêté préfectoral proposé (article 4 du projet d'arrêté ci-joint).

2. Prise en compte de la directive IED (annexe 3)

Suite à la sortie de la directive IED, remplaçant la directive dite « IPPC », les activités de l'usine PSA POISSY relèvent désormais de trois rubriques « 3000 » spécifiques aux activités relevant de la directive IED 3110 (combustion), 3260 (traitement de surface) et 3670 (peinture).

Ainsi, par courrier du 4 novembre 2013, l'exploitant a demandé :

- le bénéfice des droits acquis au titre des 3110, 3260 et 3670,
- le BREF STS « traitement de surface par solvants organiques » comme BREF de référence

Des explications complémentaires sur la directive IED sont présentées en annexe de ce rapport.

3. Prise en compte de différentes modifications apportées aux installations (annexe 4)

L'exploitant a déclaré plusieurs modifications des installations exploitées sur le site. Les modifications présentées en annexe 4 concernent des installations relevant d'une rubrique de la nomenclature des installations classées : nouvelles installations d'application de peintures pour le biton, utilisation d'un produit de phosphatation classé toxique et démantèlement des stockages de pièces plastiques au plus près des chaînes de montage.

Bien que ces modifications ne soient pas jugées substantielles, il convient de faire application des dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement pour fixer des prescriptions complémentaires. Ces prescriptions visent à réduire les nuisances et inconvénients engendrés par les nouvelles conditions d'exploitation.

4. Mise à jour de prescriptions (annexe 5)

L'inspection des installations classées propose de mettre à jour certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 09-046/DDD du 7 avril 2009 afin d'adapter certaines mesures de prévention des pollutions aux évolutions de la réglementation ou au bon fonctionnement du site.

Ces prescriptions sont présentées en annexe 5 et portent :

- sur les mesures à mettre en œuvre en cas d'alerte sécheresse,
- sur les moyens de lutte contre l'incendie des installations de cataphorèse,
- sur la surveillance et la qualité des rejets aqueux.

3. CONCLUSIONS

Le projet d'arrêté joint en annexe au présent rapport vise à tenir compte des éléments transmis par l'exploitant.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et de Risques Sanitaires et Technologiques, en application de l'article R.512-31 du Code de l'environnement.



ANNEXE I : Liste des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1131	2c	D	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) Substances et préparations liquides, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 10 tonnes		TOTAL : 5 t Bât. PZ25 (atelier peinture Fonds – TTS (passivant – accélérateur et additif) : 5 t
1185	2a	D	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés, Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 800 l de capacité unitaire sauf installation d'extinction		Bât. PY14 : stockage de fluides frigorigènes (R134A) : 15 m³
1432	2a	A	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) Stockage de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³	Stockage de liquides inflammables de type carburant ou combustible et de peinture et solvants	Volume équivalent Bât. PY14 : 333,6 m³
1432	2b	D	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) Stockage de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³		Volumes équivalents : 139,4 m³ PY03 (stockage en réservoir en fosse – essence, gasoil, fuel -) : 10,4 m³ PY13 (centrale lave glace) : 20 m³ PZ06 (stockage de laques et apprêts en cuves enterrées – butylglycol, xylène, solvants usés) : 89 m³
1433	B.a)	A	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi) Installations autres que de simple mélange à froid, La quantité totale équivalente susceptible d'être présente étant supérieure à 10 t		Quantités équivalentes TOTAL : 47 tonnes Bât. PZ06 (centrale des laques) : 47 tonnes
1435	3	D	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3500 m³.	Distribution de carburants (essence, gazole, diester)	Volume annuel de carburant Total : 1900 m³ PY03 : 400 m³ PY46 : 1500 m³
1715	1	A	Préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives, la valeur de Q est égale ou supérieure à 10⁴	741 détecteurs de fumée de type ionique (pastille d'Américium 241) dans 17 bâtiments	Q = 11326,4 (bâtiments ATELL, PY03, PY04, PY05, PY06, PY10, PY11, PY12, PY19, PY20, PY25, PY39, PY46, PZ03, PZ11, PZ26, PZ35)
2560	1	A	Métaux et alliages (travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW		Puissance totale : 7598 kW Bât. PY10 : 7598 kW
2560	2	D	Métaux et alliages (travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW		Bât. PY12 : 250 kW
2564	2	D	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques Le volume des cuves étant supérieur à 200 L mais inférieur ou égal à 1500 L		Volume total : 470 litres Bât. PY03 : 160 L Bât. PY10 : 210 L Bât. PZ09 : 100 L
2565	2-a)	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, ...) de surfaces (métaux, matières plastiques, ...) par voie électrolytique ou chimique Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de mise en œuvre étant supérieur à 1 500 litres	Traitement de surface et cataphorèse	Volume total : 731 m³ Bât. PY46 : 61 m³ (1 ligne de traitement de surface avant cataphorèse : 11 m³ + 1 cuve de cataphorèse : 50 m³) Bât. PZ25 : 670 m³ (320 m³ pour le prélavage, le dégraissage, l'affinage, la phosphatation ; 350 m³ pour la cataphorèse)
2662	b)	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Stockage de polymères (produits d'étanchéité)	Bât. PZ25 : 100 m³

			Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³		
2663	2-b)	D	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines, ...) (stockage de) Etat autre qu'alvéolaire et pour les pneumatiques, Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³	Magasin carrosserie (pare-chocs, tapis sol...)	Bât. PY 39 : 7034 m³ Bât. PY03 : 2253 m³
2910	A)-1	A	Combustion (installations de), Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, du fuel domestique, du fuel lourd, La puissance thermique étant supérieure ou égale à 20 MW	Installations de combustion fonctionnant uniquement au gaz naturel	Puissance totale : 60,488 MW Bât. PY28 (chauffage des locaux) : 4 chaudières de 7 MW : 28 MW Bât. PY03- B3 (chauffage des bureaux) : 2 chaudières de 450 kW : 0,90 MW Bât. PY03 – B3 (chauffage vestiaires) : 1 chaudière : 0,052 MW PY03 – C33 (chauffage des bureaux) : 2 chaudières de 320 kW : 0,64 MW PY04 (chauffage des locaux) : 3 chaudières : 1,57 MW PY10 – B5 (chauffage des bureaux) : 2 chaudières de 498 kW : 996 kW PY13 (chauffage des locaux du B2) : 2 chaudières de 6 MW : 12 MW PY25 – D2 (chauffage des locaux) : 2 chaudières de 600 kW et 2 chaudières de 580 kW : 2,36 MW PY39 – B1/2 (chauffage des locaux) : 1 chaudière : 0,71 MW PZ03 – CTI (chauffage des locaux) : 1 chaudière : 0,71 MW PZ06 (atelier peinture des Laques – process peinture Laques et Apprêts) : 3 chaudières de 1240 kW : 3,72 MW PZ07 (chauffage locaux sociaux) : 2 chaudières de 1160 kW : 2,32 MW PZ25 (atelier peinture des Fonds – process peinture Fonds) : 2 chaudières de 3025 kW : 6,05 MW PZ26 – Forum Armand Peugeot (chauffage des bureaux) : 2 chaudières de 0,230 MW : 0,46 MW
2921	1-a)	A	Refroidissement par dispersion d'air dans un flux d'eau (installations de) Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure à 2 000 kW		Puissance totale : 31 626 kW Bât. PY10 : 6069 kW (10 tours) Bât. PY19 : 1002 kW (1 tour) Bât. PZ03 : 6000 kW (6 tours de 1000 kW) Bât. PZ08 : 2067 kW (3 tours de 689 kW) Bât. PZ09 : 13950 kW (3 tours de 4650 kW) Bât. PZ25 : 1918 kW (2 tours de 959 kW)
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW		Bât. PY03 : 1130 kW Bât. PY10 : 1719 kW Bât. PY19 : 1004 kW Bât. PY39 : 150 kW Bât. PZ03 : 4522 kW Bât. PZ09 : 204 kW Bât. PZ25 : 51 kW
2940	2-a)	A	Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, ...) Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé ». La quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est supérieure à 100 kg/j		Total : 35 860 kg/j Bât. PY46 : 500 kg/j Bât. PZ09 : 21460 kg/j Bât. PZ24 : 3460 kg/j Bât. PZ25 : 10440 kg/j
2940	2-b)	D	Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, ...) Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé ». La quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j mais inférieure ou égale à 100 kg/j		Bât. PY12 : 15 kg/j

ANNEXE II : Garanties financières

Par courriers électroniques du 25 février 2014 et du 18 avril 2014, la société PSA POISSY a transmis une proposition d'évaluation du montant des garanties financières, conformément à l'article R516-1 5° du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

L'objet de la présente annexe est de présenter l'analyse de l'inspection des installations classées sur ces éléments et de proposer les suites à y donner.

1. RAPPEL DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Le décret n°2012-633 du 3 mai 2012 a modifié l'article R.516-1 du code de l'environnement : depuis le 1^{er} juillet 2012, certaines catégories d'installations classées sont soumises à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la cessation d'activité.

L'arrêté ministériel du 31 mai 2012, modifié par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2013, a fixé la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement, ainsi que le calendrier de mise en conformité des installations existantes. Un délai de 2 ans, soit d'ici le 1^{er} juillet 2014, a été accordé pour constituer 20 % du montant initial des garanties financières.

Le calcul du montant des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines définit les modalités d'évaluation du montant des garanties financières.

L'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas lorsque le montant de ces garanties est inférieur à 75 000€ TTC.

2. PROPOSITION DE L'EXPLOITANT ET ANALYSE DE L'INSPECTION

2.1. Évaluation du montant des garanties financières par l'exploitant

L'exploitant est soumis aux garanties financières pour les installations classées relevant des rubriques 2565 (installations de traitement de surface) et 2940 (installations de peinture).

L'exploitant a évalué le montant de la garantie financière selon la formule prévue à l'annexe I de l'arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Il retient en particulier les hypothèses suivantes :

Sc	coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier.	Ce coefficient est fixé à 1,10 par l'AM	
Me	montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents associées aux installations soumises au dispositif de garanties financières et aux installations connexes	Quantités maximales de produits dangereux et déchets susceptibles d'être entreposés sur site et associées aux installations soumises au dispositif de garanties financières et aux installations connexes, dont l'enlèvement engendre une dépense financière : - produits dangereux : 1202 tonnes - déchets dangereux : 1209 tonnes - déchets non dangereux : 205 tonnes	279383,1€ TTC
Mi	montant relatif à la neutralisation des	12 cuves enterrées sur le site	64100,00€ TTC

	cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.		
Mc	montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les 50 mètres.	Le site est déjà clôturé. Un panneau par portail et 1 panneau par 50m linéaire Le calcul prend en compte la pose de 134 panneaux	2010 € TTC
Ms	montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.	Pas d'installation de piézomètre car 15 piézomètres déjà présents. Chiffrage de deux campagnes de prélèvements et d'analyses sur les 15 piézomètres : 30000 € . Diagnostic de pollution : 7,8 hectares	79000 € TTC
Mg	montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.	Mise en place d'un gardien en continu durant 6 mois.	127224 € TTC
α	indice d'actualisation des coûts	Indice TP01 septembre 2013 : 703,9	1,06

Le montant total des garanties financières est évalué à 624863€ TTC.

2.2. Analyse de l'inspection

En ce qui concerne les activités concernées par les garanties financières :

Conformément à l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le site est soumis à ces obligations à l'échéance du 1^{er} juillet 2012 pour ses activités relevant des rubriques 2565 et 2940.

En ce qui concerne le montant des garanties financières :

Le calcul proposé par l'exploitant et les hypothèses retenues sont conformes à l'arrêté ministériel du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et à la note BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Le coût de diagnostic de pollution a été basé sur une analyse spécifique au site . Seules les zones à risque au droit des installations soumises à garanties financières et aux installations connexes ont été prises en compte.
La clôture est déjà présente et prescrite.

L'inspection note cependant que certaines hypothèses devront être encadrées par des prescriptions techniques complémentaires, en particulier, les quantités maximales de produits dangereux et déchets associées aux installations soumises à garanties financières et aux installations connexes pouvant être stockées sur le site sont :

- produits dangereux : 1541 tonnes
- déchets dangereux : 1709 tonnes
- déchets non dangereux : 205 tonnes

Ces tonnages comprennent ceux pris en compte dans le calcul des garanties financières entraînant une dépense financière ainsi que ceux dont l'élimination a été évaluée à coût nul.

ANNEXE III : Directive IED

1. INTRODUCTION

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive fusionne sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite « IPPC », reprise au niveau du chapitre II de la directive 2010/75/UE.

En application de la directive IPPC, des documents de référence (BREF) définissant les meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables aux différentes activités visées par la directive ont été adoptés par la commission.

Le chapitre II de la directive « IED » a été transposé en droit français principalement par l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 et le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 qui en définit les conditions d'application. De nouvelles rubriques 3000 ont également été créées par les décrets n° 2013-375 du 2 mai 2013 et n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des ICPE afin de mieux identifier les installations visées par la directive « IED ».

De manière générale, les établissements qui relevaient de la directive « IPPC » entrent dans le champ d'application de la directive « IED ». La directive prévoit la révision des documents de référence (BREF) et la publication au journal officiel de l'union européenne des conclusions sur les MTD correspondantes.

La parution des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du BREF relatif à la rubrique principale déclenche le réexamen des conditions d'exploitation et impose à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement et si l'installation est concernée, du rapport de base décrivant l'état du sol et des eaux souterraines prévu à l'article R 515-81.

L'ensemble de ces établissements a été sollicité et invité à se positionner sur les rubriques 3000, le choix de la rubrique principale et sur les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles ou documents BREFS associés.

2. POSITIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Conformément à l'article L.513-1 du Code de l'Environnement, l'usine PSA POISSY a sollicité, par courrier du 4 novembre 2013, à bénéficier du bénéfice des droits acquis au titre des rubriques suivantes :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieur à 50 MW	60,48 MW	A
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³	731 M³	A
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation avec une capacité de consommation de solvants organiques supérieure à 150 kg/h ou 200 tonnes/an.	1600 tonnes/an	A

En application de l'article R.515-84 du code de l'environnement, l'exploitant a également déclaré cette rubrique comme principale et le document BREF relatif à cette rubrique.

- Rubrique principale : 3670

- Document BREF relatif à la rubrique principale : STS « traitement de surface à l'aide de solvants organiques»

L'inspection des installations classées a validé le classement selon les rubriques 3000 proposées par l'exploitant, notamment la rubrique principale « 3670 » ainsi que les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles ou documents BREF correspondants : BREF STS « traitement de surface à l'aide de solvants organiques».

A ce jour, le BREF STS relatif à l'activité principale n'a pas été révisé et les conclusions n'ont pas été publiées.

ANNEXE IV : Modifications apportées aux installations

L'exploitant a déclaré plusieurs modifications des installations exploitées sur le site. Les modifications présentées ci-dessous concernent des installations relevant d'une rubrique de la nomenclature des installations classées.

1. PRÉSENTATION DES MODIFICATIONS

Atelier RACING

Par courrier du 13 mars 2013, l'exploitant a indiqué que les DS3 Racing sont fabriquées sur les mêmes chaînes de montage que les DS3 classiques. Elles sont ensuite orientées vers l'atelier Racing pour y être transformées.

Cet atelier a été installé dans le bâtiment PY39. Il comprend deux cabines de peintre, la première étant dédiée à la préparation des véhicules presse et salons et la deuxième aux séries spéciales type Racing.

Initialement, il était prévu une production de 6 véhicules par jour. La production est finalement limitée à 2 véhicules par jour soit une consommation inférieure à 10 kg/jour.

Cette nouvelle installation n'est donc pas soumise au classement ICPE.

Stockage de GRANODINE

Le décret du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées a créé quatre nouvelles rubriques dans la nomenclature des ICPE dont la rubrique 1132 pour les produits toxiques présentant des effets graves pour la santé.

Par courrier du 20 mars 2013, l'exploitant a demandé à bénéficier de l'antériorité et a déclaré que le stockage du GRANODINE, produit utilisé pour la phosphatation, relevait de cette nouvelle rubrique.

Le tableau de classement des installations classées est donc modifié de la façon suivante :

Rubrique	Nature de l'activité	Caractéristiques de l'installation	Régime
1132-2a	Toxiques présentant des risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée (fabrication industrielle, emploi ou stockage de substances et mélanges). Substances et mélanges liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 10 t	Bât. PZ25 : 32 t	A

Installations de peinture biton

Par courrier du 13 mars 2013, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de présentation des installations de peinture biton.

La production de véhicules bicolores a démarré en octobre 2009. Une nouvelle zone dédiée à la préparation des peintures biton ainsi que 4 robots ont été installés dans le bâtiment PZ24. Les installations préexistantes dans le bâtiment PZ06 (stockage et préparation des bases et des vernis) et dans le bâtiment PZ09 (distribution du vernis) ont été réaménagées pour accueillir cette nouvelle activité.

Les activités de stockage des produits relèvent de la rubrique 1432 (stockage de liquide inflammables). Les stockages des produits se font dans les cuves enterrées préexistantes du PZ06.

Le volume susceptible d'être présent n'a pas été modifié, le classement sous la rubrique 1432 reste inchangé.

Les activités de préparation de peintures relèvent de la rubrique 1433 (installations de mélange de liquides inflammables). Les mélanges des peintures étant réalisés à température ambiante, l'activité relève de la rubrique 1433-A comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1433 A.a)	A	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi) Installations de simple mélange à froid, La quantité totale équivalente susceptible d'être		Quantités équivalentes TOTAL : 76,7 tonnes Bât. PZ06 : 61,2 tonnes

		présente étant supérieure à 50 t		Bât. PZ24 : 6,7 tonnes Bât. PZ09 : 10,8 tonnes
--	--	----------------------------------	--	---

Les activités d'application de peintures relèvent de la rubrique 2940 (application, cuisson, séchage de vernis, peinture). Les consommations quotidiennes de peintures de l'ensemble de lignes de peinture n'ont pas évolué et restent inférieures aux quantités autorisés dans le bâtiment PZ24 (3460 kg/jour). Le classement au titre de la rubrique 2940 reste donc inchangé.

Déplacement du magasin de pièces plastiques

Le magasin de pièces plastiques PY39 destiné à alimenter la ligne de montage a été redistribué dans le bâtiment PY19, au plus près des lignes de montage. Cette modification vise à assurer une production en flux tendu et à limiter les stocks. La quantité de produits stockés sur la globalité du site est à la baisse.

Une étude sur les effets thermiques a été réalisée par le cabinet EAS. Elle montre que les effets thermiques susceptibles d'être générés par ces nouveaux stockages ont des effets qui restent inférieurs ou équivalents à ceux estimés dans l'étude de dangers réalisée en 2010. Pour mémoire, cette étude avait démontré que les différentes mesures de maîtrise des risques mises en œuvre sur le site permettent d'atteindre un niveau de risque acceptable. L'ensemble des zones de stockage du bâtiment PY19 sont équipés de sprinklage et d'un système de désenfumage conforme à la réglementation en vigueur.

Cette activité est soumise à déclaration comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	A, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2663	2-b)	D	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines, ...) (stockage de) Etat autre qu'alvéolaire et pour les pneumatiques, Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³		Bât. PY 39 : 7034 m ³ Bât. PY03 : 2253 m ³ Bât. PY 19 : 2500 m ³

Ce classement a vocation à évoluer prochainement en fonction des réorganisations industrielles prévues.

2. CONTENU DES PRESCRIPTIONS S'APPLIQUANT AUX INSTALLATIONS MODIFIÉES

La liste des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site a été mise à jour pour prendre en compte toutes les modifications décrites ci-dessus. La mise à jour de la liste est intégrée au point 2 du projet d'arrêté.

Ce chapitre s'attache à présenter de façon synthétique les différents enjeux environnementaux présentés par les modifications afin de mieux appréhender les prescriptions proposées.

A- Utilisation rationnelle de la ressource en eau et prévention des pollutions aqueuses

L'usine PSA Poissy prélève, pour ses besoins industriels, de l'eau en Seine. Les modifications présentées ci-dessus n'auront pas d'impact sur les volumes prélevés.

Les modifications ne génèrent aucun effluent industriel supplémentaire.

Le projet d'arrêté ci-joint ne propose pas de nouvelles dispositions sur ce sujet car l'arrêté n°09-046/DDD du 7 avril 2009 prévoit déjà des dispositions sur la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques qui couvrent les modifications apportées aux installations.

B - Prévention de la pollution atmosphérique

Les modifications apportées ne sont pas émettrices de pollution atmosphérique à l'exception du projet de peinture biton.

Les solvants émis par cette installation sont comptabilisés dans le plan de gestion du site, transmis tous les mois à l'inspection. Depuis le lancement de la peinture biton, aucun dépassement des valeurs limite d'émission n'a été

constaté. Les actions de réduction des émissions de COV engagées par l'exploitant depuis la mise en place du biton ont permis des gains annuels de 15 %.

Le projet d'arrêté ci-joint ne propose pas de nouvelles dispositions car l'arrêté n°09-046/DDD du 7 avril 2009 prévoit déjà des dispositions sur la prévention de la pollution atmosphérique qui couvre l'activité de peinture biton.

C - Gestion des déchets

Les installations modifiées sont à l'origine de production de différents types de déchets (solides ou liquides), en particulier les déchets issus des purges des robots d'application de peinture. Ces déchets sont envoyés dans une filière de récupération ou régénération de solvants conformément à la réglementation en vigueur.

Le projet d'arrêté ci-joint ne comporte pas de modification majeure sur ce sujet car l'arrêté n°09-046/DDD du 7 avril 2009 reprend les prescriptions réglementaires en vigueur.

D - Prévention des nuisances sonores

Les installations modifiées ne sont pas à l'origine de nuisances sonores.

Le projet d'arrêté ci-joint ne comporte pas de modifications majeures sur ce sujet car l'arrêté n°09-046/DDD du 7 avril 2009 reprend les prescriptions réglementaires en vigueur.

E - Prévention des risques accidentels

Les installations présentent les risques suivants :

- un risque d'incendie, au niveau de l'utilisation et du stockage des liquides inflammables, des bâtiments de stockage de matières combustibles.
- un risque d'explosion au niveau des locaux où des atmosphères explosives peuvent se former.

En 2010, l'exploitant a réalisé une étude de dangers qui montre que les différentes mesures de maîtrise des risques permettent d'atteindre un niveau de risque acceptable. Les moyens de secours et les dispositions constructives permettent de prévenir les risques accidentels et les éventuels effets dominos sur d'autres installations du site.

Outre les dispositions générales de prévention des risques stipulées dans l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009, le projet d'arrêté proposé comprend des dispositions additionnelles relatives aux installations de mélange et d'emploi de liquides inflammables,

Concernant les bâtiments de stockages de plastiques, aucune disposition additionnelle n'est proposée à ce stade. Un arrêté préfectoral spécifique couvrant la nouvelle organisation industrielle sera pris d'ici un an et disposera le cas échéant de prescriptions spécifiques.

Installation de peinture biton

Pour mémoire, l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009 dispose d'un chapitre 9.5, spécifique aux « Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables ». Ce chapitre est composé de dispositions sur le comportement au feu des locaux, l'accessibilité et la ventilation. Ces dispositions s'appliquent de fait aux installations biton.

Il est proposé d'ajouter aux prescriptions du chapitre 9.5 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009 des dispositions sur les moyens de lutte contre l'incendie et l'explosion (voir article 6 du projet d'arrêté).

Stockage de préparations toxiques (GRANODINE)

Le projet d'arrêté ne prévoit pas de dispositions particulières pour le stockage de Granodine car il n'existe pas d'arrêté ministériel type pour les installations relevant de la rubrique 1132.

Entre outre, l'inspection des installations classées considère que les risques associés aux substances toxiques par exposition chronique (cas du Granodine) sont moindres que les risques associés aux substances toxiques aigus en cas d'incendie et que les prescriptions générales sur les risques accidentels de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009 sont suffisantes pour encadrer l'exploitation de ce stockage.

3. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'article R 512-33 du code de l'environnement prévoit que toute modification apportée par l'exploitant à ses installations, entraînant un changement notable de l'exploitation des installations couvertes par l'arrêté préfectoral d'autorisation, est tenu d'en informer le préfet.

Les modifications apportées aux installations par l'usine PSA Poissy ont bien été déclarées à Monsieur le Préfet des Yvelines ou au service de l'inspection des installations classées.

Ces modifications n'ont pas été qualifiées de substantielles pour les raisons suivantes :

- les modifications ne conduisent pas à un changement de régime des installations exploitées de déclaration à autorisation,
- certaines modifications relèvent de nouvelles rubriques mais restent sous le régime de déclaration,
- les modifications n'ont aucun impact sur les installations relevant de la directive IED,
- les inconvénients, nuisances ou dangers inhérents aux modifications ne sont pas significatifs au regard des différents enjeux présentés par l'usine.

Comme il ne s'agit pas de modifications substantielles, elles ne nécessitent pas une nouvelle procédure d'autorisation. Néanmoins, afin de réduire les risques et nuisances liés à ces modifications, il apparaît nécessaire d'encadrer les nouvelles conditions d'exploitation par des prescriptions additionnelles telles que décrites dans le paragraphe ci-dessus.

ANNEXE V : Mises à jour de prescriptions

Moyen de lutte contre l'incendie de la zone étuve Cataphorèse du bâtiment des fonds PZ25

Lors de la visite d'inspection du 16 mai 2011, l'inspection a vérifié la protection incendie du bâtiment des fonds PZ25 et notamment le respect des dispositions fixées à l'article 9.10.3 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009.

Rappel des prescriptions :

« 2) Un réseau d'eau intérieur à l'établissement alimentant un dispositif d'extinction automatique équipant :

- l'ensemble des zones de production des ateliers Peinture laques et apprêts à l'exception de la zone de vidange et de l'intérieur des étuves ; toutes les surfaces sous caillebotis (hors passerelles et escaliers d'accès) sont pourvues de sprinklers ;
- la zone d'étanchéité, les étuves étanchéité et cataphorèse, le magasin cataphorèse et des produits pâteux et les transformateurs pour ce qui concerne l'atelier Peintures fonds. »

L'inspection des installations classées a constaté que la zone cataphorèse n'était pas protégée par un système de sprinklage alors que les dispositions ci-dessus le prévoient. Elle a demandé à l'exploitant de justifier l'adéquation entre les moyens de lutte contre l'incendie et les risques présents dans la zone.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une étude de dangers spécifique pour cette zone. Deux scénarios ont été identifiés suite à l'analyse préliminaire des risques :

- l'incendie de la zone de stockage des filtres,
- l'explosion d'un oxydateur thermique.

Ces deux scénarios ont fait l'objet d'une cotation selon la méthode décrite dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 :

- le niveau de gravité retenu a été qualifié de modéré car il n'y a pas de présence humaine dans la zone,
- le niveau de probabilité a été coté comme probable

Dans un second temps, l'exploitant a réalisé les arbres de défaillance pour justifier que les éléments de protection et moyens de maîtrise des risques sont suffisants pour réduire la probabilité, de probable à très improbable.

Cette étude a été transmise pour avis au SDIS qui a demandé lors d'une visite des installations une évaluation des débits disponibles au niveau des hydrants positionnés autour du bâtiment PZ25.

Le 11 mai 2013 a été réalisé des tests hydrauliques sur les hydrants du bâtiment PZ25. Ils ont mis en évidence que l'utilisation simultanée de 4 poteaux permettait d'obtenir un débit de 1029 m³/h.

Le besoin en eau du bâtiment a été calculé selon la méthode D9 : pour une surface de 8443, le débit requis a été estimé à 456,11 m³/h. En conclusion, les hydrants présents sont suffisants pour répondre au besoin en eau calculé selon la méthode D9.

Les résultats de ces études montrent que la zone cataphorèse ne nécessite pas une protection par un système de sprinklage. Il est donc proposé de modifier les dispositions de l'article 9.10.3 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009 pour que la zone cataphorèse ne soit plus mentionnée dans la liste des zones équipées d'un système de sprinklage.

Les prescriptions de l'article 8 du projet d'arrêté proposent de modifier l'article 9.10.3 dans ce sens.

Points de contrôle I5 à I11 des eaux de lavage

Les points I5 à I11 sont des points internes de rejet des eaux issues d'aires de lavage. Ces points sont équipés chacun d'un déboureur déshuileur et sont raccordés au réseau d'eaux pluviales de l'usine qui se déversent en Seine au point de rejet S1. Les rejets d'eaux aux points I5 à I11 sont très ponctuels. Sur l'année 2012, les rejets d'eaux issus de ces points correspondaient au maximum à 0,5 % des eaux industrielles rejetées au point S1.

Lors des contrôles annuels de 2009 à 2013 et lors des contrôles inopinés de 2012 et 2013, les prélèvements réalisés aux points I5 à I10 montraient des dépassements significatifs en hydrocarbures et MES par rapport aux valeurs limites d'émission (VLE) fixées par l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009. Les résultats au point I11 étaient en revanche conformes.

De nouveaux déboueurs déshuileurs ont été installés en décembre 2010 et en août 2012 pour remédier aux dépassements constatés aux points I5, I6 et I7. Les remplacements n'ont pas permis de respecter les VLE de l'arrêté préfectoral. La réalisation d'opération de nettoyage à une fréquence bimensuelle n'a pas non plus permis de remédier au problème.

L'exploitant a donc dû réfléchir à de nouvelles actions :

Pour les points I5, I6, I8 et I9, la solution trouvée consiste à déverser les eaux issues de ces points vers le point de rejet R1 qui se déverse à la station d'épuration des Grésillons du SIAAP. Les travaux ont été réalisés au début de l'année 2014. Le SIAAP a donné un accord verbal lors d'une réunion le 27 février 2014.

Le point I7 devrait disparaître en août 2014 suite à une modification de l'aire de lavage des engins de manutention. Les eaux de lavage seront ensuite rejetées au point I5.

Le point I10 reçoit les eaux de lavage des voiries. Ces eaux ne sont pas chargées en produit de lavage et sont peu chargées en hydrocarbures. Elles contiennent surtout des matières en suspension (MES).

Le déversement des eaux de I10 vers le point de rejet R1 n'étant pas facilement réalisable, l'exploitant a proposé la mise en place d'un big-bag permettant de filtrer les eaux de lavage des voiries avant passage dans le déboureur. Ce traitement devrait permettre de retenir efficacement les matières en suspension.

Pour prendre en compte ces modifications de rejets et supprimer la surveillance aux points de rejet I5 à I9 l'inspection des installations classées propose de modifier les dispositions des articles 4.3.6 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009.

Les prescriptions des articles 9 et 10 du projet d'arrêté proposent des modifications dans ce sens.

Points de contrôle en amont de la station physico-chimique

Par courrier du 13 mai 2013, l'exploitant signale que les dispositions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009 prévoient une autosurveillance aux stades cassage, rinçage après dégraissage, rinçage après phosphatation et cataphorèse, en amont de la station physico-chimique, sans qu'il y ait de valeurs limites d'émission à respecter définies dans l'arrêté.

Cette autosurveillance avait été prescrite en 2001 pour aider l'exploitant à identifier l'origine d'un éventuel dépassement en aval de la station physico-chimique (point de rejet I1). Dans son courrier, l'exploitant signale que la station physico-chimique ne connaît pas de dysfonctionnement et que les données de cette autosurveillance n'ont jamais été transmises à l'inspection des installations classées. L'exploitant souhaiterait avoir la possibilité de décider de la fréquence et des paramètres à mettre sous contrôle en fonction des évolutions de la production et des procédés pour un meilleur pilotage de la station de traitement.

Selon l'exploitant, la qualité des effluents de la station est maîtrisée grâce aux éléments suivants :

- mesure du pH en continu à chaque stade et au rejet final I1, vérification manuelle à l'aide d'un pH-mètre portable du pH à chaque équipe,

- analyse de la turbidité au point de rejet I1 à chaque équipe,
- analyse de Nickel réalisé à chaque équipe,
- présence d'alarme en cas d'écart sur les paramètres de pilotage de l'installation.

Compte-tenu de ces éléments et de la bonne qualité des rejets constatée en aval de la station de traitement, l'inspection des installations classées considère que l'autosurveillance aux stades cassage, rinçage après dégraissage, rinçage après phosphatation et cataphorèse, en amont de la station physico-chimique, n'améliore ni les performances, ni le pilotage de la station physico-chimique. Il est préférable de laisser au libre arbitrage de l'exploitant les paramètres à suivre. Les résultats de l'autosurveillance réalisée en aval de la station (aux points de rejet I1 et R1) permettront dans tous les cas d'identifier une dérive ou un dysfonctionnement de la station physico-chimique.

L'inspection des installations classées propose de supprimer la surveillance aux stades cassage, rinçage après dégraissage, rinçage après phosphatation et cataphorèse, en amont de la station physico-chimique.

Pour supprimer l'autosurveillance aux stades cassage, rinçage après dégraissage, rinçage après phosphatation et cataphorèse, en amont de la station physico-chimique, l'inspection des installations classées propose de modifier les dispositions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009.

Les prescriptions de l'article 10 du projet d'arrêté proposent des modifications dans ce sens.

Prélèvements et analyses des rejets aqueux

Par courrier du 30 janvier 2014, l'exploitant que les dispositions de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009 lui imposent de passer systématiquement pas un organisme agréé pour faire les prélèvements et analyses des rejets aqueux qui font l'objet d'une surveillance. L'exploitant souhaiterait réaliser lui-même son autosurveillance et une partie des prélèvements. La surveillance par un laboratoire agréé ne serait que trimestrielle.

Concernant les prélèvements, l'exploitant a équipé les points I1, I2, R1 et S1 de préleveurs automatiques. Dans ces conditions, le rôle du laboratoire agréé consiste à récupérer les échantillons des préleveurs. Ces opérations pourraient être réalisées en interne selon la consigne pour la récupération des échantillons qui existe déjà. La réalisation de ces prélèvements en interne ne changerait rien au fonctionnement actuel : le matériel de prélèvement resterait le même, une maintenance annuelle des préleveurs serait effectuée comme actuellement, les échantillons seraient conservés entre 0 et 4°C et envoyés dans la journée au laboratoire pour analyse.

Concernant les analyses, l'exploitant souhaite pouvoir étudier toutes les possibilités de reprise en interne des analyses. Il s'est engagé à réaliser ces analyses sous réserve de validation de procédures internes par l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées considère que cette demande est légitime et propose de modifier l'arrêté préfectoral pour laisser la possibilité à l'exploitant de réaliser en interne une partie des prélèvements et des analyses demandées par l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées propose de modifier les dispositions des articles 4.3.9, 4.3.9.1, 4.3.9.2 et 4.3.10.6 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009 et d'y ajouter un article 4.3.13 relatif aux références analytiques. Les prescriptions des articles 10, 11 et 12 du projet d'arrêté proposent des modifications dans ce sens.

Fréquence de surveillance de certains paramètres aux points de rejet I1 et S1

Au point de rejet interne I1, point situé en aval de la station physico-chimique, est imposée une surveillance quotidienne des hydrocarbures. Comme le montrent les analyses sur 2012 et 2013, les résultats en concentration

sur le paramètre hydrocarbures sont en général plus de deux fois plus bas que la VLE (fixée à 3 mg/L) et les résultats en flux sont proches de zéro. Il n'y a eu que 4 écarts pendant les 3 dernières années.

Compte tenu de ces éléments, l'exploitant souhaite modifier la fréquence de surveillance : passer d'une fréquence quotidienne à une fréquence hebdomadaire.

Au point de rejet S1, point de rejet en Seine, est imposée une surveillance hebdomadaire du nickel et des métaux totaux. Comme le montrent les analyses sur 2012 et 2013, les résultats en concentration et en flux sont toujours inférieurs aux VLE (fixées respectivement à 0,1 et 1,5 mg/L) et ne sont pas significatifs.

Compte tenu de ces éléments, l'exploitant souhaite modifier la fréquence de surveillance : passer d'une fréquence hebdomadaire à une fréquence mensuelle.

L'inspection des installations classées considère que ces demandes sont acceptables et proposent de modifier les fréquences d'analyses pour ces paramètres.

L'inspection des installations classées propose de modifier les dispositions des articles 4.3.9.1 et 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009. Les prescriptions de l'article 10 du projet d'arrêté proposent des modifications dans ce sens.

Relèvement des VLE pour certains paramètres aux points de rejet I1, R1 et S1

Par courrier du 13 mai 2013, l'exploitant a expliqué que certaines valeurs limites d'émission en concentration sont très inférieures à celles de la réglementation nationale (arrêtés du 2 février 1998 et du 30 juin 2006) et vont à l'encontre des réductions de consommation d'eau qui sont réalisées depuis 10 ans et qui ont pour effet de produire des effluents plus concentrés.

Selon l'exploitant, les consommations d'eau ont été réduites de 50 % entre 2001 (date à laquelle les VLE ont été fixées) et 2012. Ces réductions de consommation s'accompagnent de dépassements de plus en plus fréquents des VLE en concentration sur certains paramètres, alors que les flux sont en nette diminution.

L'exploitant a transmis les données suivantes afin de justifier un relèvement des VLE sur certains paramètres :

Point de rejet	Paramètres	VLE AP 2/2/2009	VLE nationale	Flux 2003	moyen	Flux 2012	moyen	Concentration moyenne 2003	Concentration moyenne 2012
I1	Azote global	40	50	9,86		15,5		16,59	32,3
I1	Indice phénol	0,05	aucune	0,01		0,01		0,01	0,03
I1	DCO	600	600	158		109		207	223
I1	Al	2	5	0,26		0,16		0,45	0,37
R1	Fluorure	9	15	9,3		3,9		5,6	8,3
R1	DCO	500	2000	180		142		300	300
R1	Azote globale	50	150	36,7		27,1		26,5	64,6
R1	Indice phénol	0,03	0,3	0		0,03		0	0,06
R1	Nickel	0,27	0,5	0,06		0,11		0,05	0,2
R1	Manganèse	0,24	1	0,1		0,08		0,09	0,14
R1	Fe+Al	3	5	0,34		0,29		0,31	0,45
R1	Phosphore	9	50	3,05		1,63		2,16	2,82
S1	Zinc	0,15	2	0,44		0,13		0,1	0,07
S1	Azote global	10	15	18,07		9,16		9,07	5,1
S1	DCO	30	125	86,6		26,3		19,7	13,8

Il est à noter que pour les points R1 et I1, les eaux sont rejetées vers la station d'épuration des Grésillons qui abat l'azote global à 84 % et la DCO à 93 %. Concernant les Fluorures et l'indice phénol, l'exploitant a transmis un accord du SIAAP pour fixer des VLE aux mêmes niveaux que ceux de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Ces nouvelles valeurs seront prises en compte dans l'arrêté de déversement qui est en cours de négociation.

L'inspection des installations classées ne souhaite pas pénaliser l'exploitant qui a fait des efforts notables pour réduire sa consommation d'eau. C'est la raison pour laquelle il semble acceptable d'augmenter les VLE en concentration de 50 % dans la limite des VLE fixées par les arrêtés nationaux, sans augmenter les flux autorisés.

Point de rejet	Paramètres	VLE AP 2/2/2009	VLE nationale	VLE proposée
I1	Azote global	40	50	50
I1	Indice phénol	0,05	aucune	0,1
I1	DCO	600	600	600
I1	Al	2	5	4
R1	Fluorure	9	15	15
R1	DCO	500	2000	1000
R1	Azote globale	50	150	100
R1	Indice phénol	0,03	0,3	0,3
R1	Nickel	0,27	0,5	0,5
R1	Manganèse	0,24	1	0,5
R1	Fe+Al	3	5	5
R1	Phosphore	9	50	18
S1	Zinc	0,15	2	0,30
S1	Azote global	10	15	15
S1	DCO	30	125	60

L'inspection des installations classées propose de modifier les dispositions des articles 4.3.9.1 et 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009. Les prescriptions de l'article 10 du projet d'arrêté proposent des modifications dans ce sens.

Sécheresse

L'épisode de la canicule de l'été 2003 a particulièrement mis en lumière la nécessité de mieux protéger la ressource en eau en cas d'étiage sévère. Le dispositif de gestion de la sécheresse a alors été renforcé.

Quatre seuils d'actions, précisés par la circulaire du 18 mai 2011 sont ainsi définis, avec des mesures de sensibilisation, de surveillance et de limitation des usages de l'eau prises de manière progressive à chaque franchissement selon les directives suivantes :

- *seuil de vigilance* : campagnes de sensibilisation et d'appel au comportement citoyen, rappel à la vigilance auprès des principaux sites produisant des rejets polluants.
- *seuil d'alerte* : mise en œuvre d'efforts coordonnés de restriction et d'interdiction des usages non productifs, correspondant à une réduction d'au moins 30% des prélèvements en eau ;
- *seuil d'alerte renforcée* : renforcement des restrictions, correspondant à une réduction d'au moins 50% des prélèvements en eau;
- *seuil de crise* : restriction au minimum de tous les prélèvements.

Les prescriptions proposées à l'article 13 reprennent et modifient autant que de besoin les dispositions de l'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral n°09-046/DDD du 7 avril 2009 pour prendre en compte les dernières évolutions des mesures générales des arrêtés cadre du bassin et du département.

Modification de la rubrique 1185

Le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 a modifié la rubrique 1185, notamment le 2 a), dont le libellé est devenu : «Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 dans des équipements clos en exploitation, frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg ». Du fait de cette modification, les installations de réfrigération qui utilisent des fluides frigorigènes fluorés, relèvent de la rubrique 1185-2a), dès lors que certains seuils sont atteints. Par courrier du 26 novembre 2013, l'exploitant a déclaré exploiter une quantité cumulée de fluides pour ces équipements climatiques de 7357,01 kg.

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Régime
1185 – 2 a)	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	7357,01 Kg	DC

DC : Déclaration soumise à contrôle périodique

Concernant la cuve située au bâtiment PY14 de fluides frigorigènes actuellement classée sous la rubrique 1185.2, elle relève désormais de la rubrique 1185.3.1. a sous le régime de déclaration.

Le projet d'arrêté joint en annexe vise à acter ces modifications de classement (cf à l'article 2, le tableau de classement des installations classées).